

LE MAIRE, LE COMMERCE ET L'ARTISANAT



Les ventes réglementées

L'intervention du maire dans l'organisation des ventes réglementées est limitée aux *ventes au déballage*.

Cette forme de vente est régie par l'article L-310-2 du Code de commerce, récemment modifié par l'article 54 de la loi de modernisation de l'économie qui a substitué au régime d'autorisation un régime déclaratif auprès d'une unique autorité administrative compétente : le maire de la commune du lieu de la vente.

Le maire, principal dispensateur des autorisations d'occupation du domaine public, a désormais la maîtrise de l'essentiel des données relatives à ces manifestations temporaires.

Par ailleurs, la participation des particuliers aux ventes au déballage en vue d'y vendre leurs objets personnels et usagés est limitée à deux par an.

Les modalités d'application de ces dispositions sont précisées par les articles R 310-8 et R 310-9 du Code de commerce et, pour ce qui concerne l'aspect déclaration préalable, l'arrêté du 9 janvier 2009.

Les ventes au déballage concernent l'ensemble des ventes de marchandises, neuves ou d'occasion, effectuées dans des locaux ou sur des emplacements non destinés à la vente au public - Il s'agit en fait de l'ensemble des espaces, publics ou privés, qui ne sont pas exploités, en vertu d'un titre d'occupation, pour l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale (parcs de stationnement, réserves, galeries marchandes des grandes surfaces, halls d'hôtel, salle polyvalente par exemple) - ou à partir de véhicules spécialement aménagés à cet effet.

Les ventes au déballage ne peuvent excéder deux mois par année civile pour un même local ou un même emplacement et sont soumises à déclaration auprès du maire.



Ne sont pas soumises au régime des ventes au déballage les ventes réalisées par des :

- professionnels :

- au cours de tournées de vente au sens de l'article L 121-22 du code de la consommation,
- sous forme de ventes aux enchères au sens de l'article L 320-2 du Code de commerce,
- sur la voie publique, dès lors qu'ils justifient d'une permission de voirie ou d'un permis de stationnement.

- organisateurs de :

- manifestations commerciales comportant des ventes de marchandises au public dans un parc d'exposition,
- manifestations commerciales qualifiées de salon professionnel ne se tenant pas dans un parc d'exposition,
- fêtes foraines et de manifestations agricoles lorsque seuls des producteurs ou des éleveurs y sont exposants.

Les ventes directes au consommateur constituent des ventes au déballage et relèvent du droit commun.

Pratiquées dans des locaux ou sur des emplacements destinés à la vente au public de marchandises, elles nécessitent pour l'industriel concerné qu'il satisfasse aux obligations juridiques, fiscales et sociales relatives à l'exercice de cette activité commerciale.

Pratiquées dans des locaux ou sur des emplacements non destinés à la vente, elles sont soumises au régime des ventes au déballage.

Les sanctions

Les agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, ainsi que les services de police et de gendarmerie, sont chargés du contrôle de ces opérations commerciales.

Une peine d'amende de 15 000 € est encourue par les personnes physiques reconnues coupables d'avoir procédé à une vente au déballage en méconnaissance de cette autorisation, d'avoir effectué une liquidation de stock sans déclaration préalable ou d'avoir réalisé des soldes en dehors de la période considérée. Cette peine est portée au quintuple pour les personnes morales. L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée peut être ordonné.



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPÉTITIVITÉ, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES